

Brett, E.A. *International Money and Capitalist Crisis : The Anatomy of Global Disintegration*. London-Boulder (Col.), Heineman-Westview Press, 1983, 278 p.

François Gauthier

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur : quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience québécoise

Volume 15, numéro 1, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701630ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701630ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gauthier, F. (1984). Compte rendu de [Brett, E.A. *International Money and Capitalist Crisis : The Anatomy of Global Disintegration*. London-Boulder (Col.), Heineman-Westview Press, 1983, 278 p.] *Études internationales*, 15 (1), 229-231.  
<https://doi.org/10.7202/701630ar>

comment le gouvernement français a pu en venir imperceptiblement à entretenir de sérieux doutes sur sa légitimité et à se trouver miné en profondeur avant que soit déclenché l'assaut final. La monarchie au lieu de se référer à une légitimité fondée sur des labours millénaires en vint à se comparer à la société idéale, pure abstraction des philosophes. Comment s'étonner qu'elle se découvrit désespérément imparfaite ».

L'originalité de l'ouvrage de Molnar repose surtout dans son étude de la pensée contre-révolutionnaire. Mais devons-nous cependant la retenir sans question ? Il est étonnant, par exemple, de penser que le succès d'une révolution tiendrait davantage en l'adhésion de la droite aux principes de transformation sociale qu'aux luttes menées par les révolutionnaires mêmes. L'histoire montre aussi que lors des révolutions, ce sont les classes exploitées qui ont soutenu les révolutionnaires et non les classes dirigeantes. De plus, il est surprenant de voir l'auteur classer les philosophes de la Révolution française parmi les révolutionnaires ? Il y a là tout un glissement théorique. Pourquoi assimiler l'action révolutionnaire d'un Robespierre ou de Babeuf à la presse d'opposition petite-bourgeoise de Voltaire, Diderot ou Rousseau. Pour reprendre la même formule, mais à l'envers, le coup d'État du 18 brumaire de Napoléon Bonaparte devrait-il être expliqué par l'enthousiasme de la gauche aux idées absolutistes ? Non et sans doute pas davantage le succès de la révolution française. L'ouvrage de Molnar est intéressant en ce qu'il explique l'effritement interne de l'État monarchique mais il soulève le doute lorsqu'il déplace le rôle des révolutionnaires aux contre-révolutionnaires.

La fin de l'ouvrage présente de moins en moins d'intérêt. C'est pourtant dans ces derniers textes que l'auteur traite des révolutions et des révolutionnaires actuels, mais là encore, l'application de sa théorie étonne. Ne soulignons en exemple, que la partie qui traite du rôle de Richard Nixon dans la fin de la guerre du Viet-Nam. Nixon aurait, probablement, d'après l'explication de Molnar, accordé plus de poids décisif aux arguments de la gauche américaine qu'aux événements structurels qui

ont modifié le rapport de forces au détriment des États-Unis. Malheureusement, cela semble une explication un peu forcée...

Molnar laisse aussi paraître, à la fin du volume, une certaine « aversion » envers les révolutionnaires actuels. C'est regrettable, car absente de ses analyses historiques du début, elle rend moins crédible ses explications des phénomènes sociaux actuels.

En résumé, disons que c'est un volume à lire parce qu'il souligne une dimension nouvelle des luttes révolutionnaires, mais surtout par les questions qu'il pose plus que par les réponses qu'il apporte.

Pierrette BOUCHARD

*Faculté des sciences de l'éducation  
Université Laval*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BRETT, E.A. *International Money and Capitalist Crisis: The Anatomy of Global Disintegration*. London-Boulder (Col.), Heineman-Westview Press, 1983, 278 p.

L'ouvrage comprend trois parties. La première, qui s'intitule « Organisation et théorie de la stabilité internationale », se partage en deux chapitres : le premier traite de la « théorie politique de la monnaie internationale » tandis que le second s'attache à la « théorie et à la politique internationale ». La deuxième partie aborde le problème des « racines des disparités en matière de développement et de la désintégration des structures » et comprend deux chapitres qui tentent successivement de mettre en lumière la dynamique des disparités et de démontrer que l'état de chose présent constitue une situation de crise qui est le fruit presque inexorable des contradictions internes du système capitaliste. Les trois chapitres de la troisième partie (Intégration et Désintégration du Système Monétaire International, 1945-1981) constituent une tentative d'explication des difficultés monétaires, une appréciation des efforts de restructuration et

des difficultés de proposer des éléments précis de réforme.

Dans son introduction, l'auteur soutient que le mois d'août 1971 marque une étape importante dans le phénomène de la « désintégration cumulative » sur les plans économique et monétaire. Plusieurs éléments témoigneraient du désordre actuel (p. 1) : la hausse du chômage, l'instabilité des taux de change, l'exploitation de la main-d'oeuvre, l'accroissement du protectionnisme et de la concurrence internationale. Pour l'auteur, cet état de chose doit être corrigé rapidement si l'on veut éviter de mettre en péril la civilisation telle que nous la connaissons présentement. Un redressement rapide doit surmonter plusieurs obstacles préalables : les « théories bourgeoises » qui ferment les yeux sur les contradictions internes accompagnant l'accumulation du capital dans les économies capitalistes et notamment les préceptes de l'école de Chicago qui constitueraient une attaque irrationnelle sur la classe des travailleurs et l'expression authentique du capitalisme international (p. 2).

Dans la première partie, l'auteur tente de démontrer l'existence d'un lien (p. 10) entre le « capital monopoleur » et l'évolution de l'ordre monétaire international. Ainsi, le FMI, le GATT et la CEE sont perçus comme les « agences les plus importantes de la réglementation internationale » dans la mesure où elles circonscrivent la souveraineté nationale en matière de gestion économique. Ces « agences » auraient eu d'autres conséquences : elles ont favorisé la mobilité du capital et notamment le phénomène de l'internationalisation des entreprises (p. 10). De plus, l'esprit libéral qui a inspiré la création du GATT et du FMI aurait deux effets négatifs en influençant les recommandations des hauts fonctionnaires en matière de thérapeutique économique (la « conditionnalité » du FMI) et en favorisant l'émergence de profondes disparités dans les niveaux de développement. Dans un tel contexte, les positions des pays faibles (p. 22) deviennent problématiques dans la mesure où le FMI interdit aux pays déficitaires d'avoir recours aux déficits budgétaires ou au protectionnisme pour dégager une situation d'équilibre externe.

Selon l'auteur, dans un univers où la monnaie d'une nation forte joue le rôle d'une monnaie de réserve, le volume de la liquidité internationale peut être suffisant seulement si la « puissance impériale » (p. 27) fait l'expérience d'un déclin relatif de sa puissance économique de façon à permettre aux pays débiteurs d'acquitter leurs dettes. Une autre erreur ressort lorsque Brett soutient (p. 28) que la création des DTS constituait une initiative nécessaire pour « rescaper le capitalisme des contradictions imposées par l'étalon-dollar ».

La théorie du commerce international de Heckcher-Ohlin est décriée dans la mesure où (p. 54) elle constitue le fondement d'une politique de libre-échange et dans la mesure où elle peut conduire à croire qu'« une situation d'équilibre est l'aboutissement normal du fonctionnement d'un univers aussi irréel que parfait ». L'auteur dénonce le fait que les pays déficitaires et excédentaires soient dans une situation asymétrique. Les fonctionnaires du FMI demandent aux premiers de renoncer au protectionnisme et d'avoir recours à la discipline fiscale et monétaire tandis que les seconds n'ont pas à subir de pressions indues.

Dans la deuxième partie, l'auteur souligne d'abord que « les théories bourgeoises » sont inaptes à expliquer l'état de déséquilibre présent car elles se limitent à décrire le passage d'une situation d'équilibre à une autre plutôt que la dynamique des situations de déséquilibre. Ainsi, deux faiblesses fondamentales des approches traditionnelles résideraient dans leur caractère statique et dans l'existence d'inégalités dans les rapports de force des partenaires à cause par exemple des effets du phénomène des économies d'échelle dont peut bénéficier une usine, une firme ou une nation. Pour l'auteur, l'existence d'inégalités est directement liée au phénomène d'agglomération ou de concentration qui résulte à son tour en bonne partie du fait que les économies externes (notamment celles qui sont liées aux dépenses publiques) ne sont pas diffusées intégralement dans l'espace (p. 96). Dans un univers caractérisé par la présence de profondes inégalités, l'auteur juge que les économistes orthodoxes qui sont partisans du libre-échange parlent au nom des « intérêts indus-

triels dominants des pays dominants » (p. 109). Ce sont ces pays qui accordent des bourses aux étudiants des pays en voie de développement afin de leur inculquer les « connaissances scientifiques nécessaires pour convaincre leurs gouvernements à adopter les mêmes politiques » (p. 110).

Dans la troisième partie, l'auteur soutient que l'effondrement du système de Bretton Woods a résulté de l'affaiblissement relatif de la capacité de production des États-Unis. Une telle tentative d'explication semble superficielle car elle néglige l'essentiel : l'accélération de l'inflation américaine et la présence de divergences importantes dans les taux d'inflation nationaux qui rendaient impraticable le fonctionnement d'un régime de parités fixes. Dans les pages qui suivent plusieurs erreurs d'interprétation apparaissent. Ainsi (p. 169), l'accumulation des surplus de pétrole est susceptible de renforcer l'inflation (*pushing up inflation*). Autre exemple (p. 171) : la récente récession mondiale serait causée par la surproduction et la sous-consommation. Dernier exemple (p. 183) : la solution des problèmes des pays déficitaires résiderait dans le recours à un moyen technique, c'est-à-dire le recyclage des ressources financières des pays excédentaires vers les pays déficitaires.

L'auteur met l'accent sur un aspect important du renforcement des relations monétaires internationales et des banques commerciales des pays industrialisés (p. 120) : la promotion d'un climat économique et commercial qui permette aux nombreux pays débiteurs en difficulté d'augmenter leurs recettes d'exportation.

Ce livre laisse le lecteur insatisfait et l'auteur lui-même admet (p. 245) qu'il a uniquement tenté de « démontrer l'existence d'un problème structurel ». Les propositions de réforme sont à peine citées et ne font l'objet d'aucune analyse : les pays industrialisés devraient rechercher un ordre social rationnel et équitable sans épuiser les ressources mondiales des nations périphériques tandis que ces dernières devraient mobiliser leurs énergies pour le bénéfice des masses démunies tout en évitant les dislocations structurelles qui ac-

compagnent une stratégie de croissance axée sur le capitalisme monopoleur.

Cet ouvrage constitue une tentative superficielle des causes des difficultés économiques et financières auxquelles les pays, riches et démunis, ont été confrontés au cours des dernières décennies. Le plus souvent, les difficultés éprouvées par les nations sont perçues comme étant le fruit de la faillite inexorable du fonctionnement d'un ordre international perfide et dominé par les capitalistes. L'auteur néglige donc le phénomène des divergences nationales en matière de discipline fiscale et monétaire, donc en matière d'inflation, et préfère les explications qui s'appuient sur les perceptions marxistes des causes des difficultés et des inégalités économiques et financières.

François GAUTHIER

*Faculté des sciences de l'administration  
Université Laval*

KINDLEBERGER Charles; AUDRETSCH, David B. *The Multinational Corporation in the 1980s*. Cambridge, Mass. The MIT Press, 1983, 378 p.

Une décennie s'est écoulée depuis le temps où les multinationales étaient l'objet de débats passionnés. Cible facile pour les contestataires de l'ordre économique établi, les multinationales avaient été stigmatisées à la fois comme instrument d'exploitation de la part de capitalistes étrangers et comme conduit du pouvoir politique étranger porté à enfreindre la souveraineté nationale. Cette critique se faisait surtout entendre au Canada et dans certains pays en voie de développement. Depuis lors, les passions se sont apaisées, les multinationales se sont faites une image plus bénigne, et les militants politiques ont renouvelé leurs étendards. Entretemps, des études économiques sérieuses ont projeté des lumières plus pénétrantes sur les diverses dimensions du phénomène.

Le présent ouvrage, issu d'un colloque tenu en avril 1982, réunit un ensemble de contributions remarquables de spécialistes en